



LES SOLS VIVANTS, UN BIEN PUBLIC MONDIAL

« Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres y compris les sols et les forêts, en veillant à les gérer de façon durable, lutter contre la désertification, éviter et inverser le processus de dégradation des sols et de la biodiversité » : c'est un des 17 objectifs de développement durable, adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015.

Pour nous, scientifiques, observateurs et travailleurs des sols, c'est une injonction vitale. Le sol, cette mince couche de matière, lien entre la surface de la croûte rocheuse de notre planète et l'air qui l'entoure, est l'essence même de toute vie terrestre. Il retient l'eau, recycle les éléments et les déchets organiques, nourrit la flore et la faune, produit notre alimentation, contribue activement à séquestrer le carbone, offre une résilience aux stress climatiques et abrite des organismes, qui représentent un quart de la biodiversité de notre planète.

La santé des sols est essentielle à toutes les espèces et à tous les écosystèmes. Leur dégradation met toute la chaîne du vivant en danger : sécurité alimentaire, qualité de l'eau, qualité de l'air, capacité à amortir les changements climatiques, coexistence pacifique entre les peuples. Mais leurs équilibres sont fragiles, leurs ressources limitées et non répliquables.

Nous n'avons plus le temps d'attendre que la nature restaure un équilibre des sols. Aujourd'hui, en dépit de la dynamique impulsée par nombre d'agriculteurs, un tiers des sols mondiaux est dégradée. Déforestations, bétonisations, intensifications agricoles, pollutions chimiques : les activités humaines accélèrent et aggravent encore les érosions et salinisations qu'elles causent et qui appauvrissent la terre jusqu'à la tuer. Inverser ce processus est essentiel.

Pour que notre planète reste vivante, il est urgent de protéger les sols par un accompagnement institutionnel et par des dispositifs incitatifs. Il est urgent de dépasser les simples règles peu dissuasives de pollueur-payeur. Il est urgent de prendre des mesures concrètes et fortes pour encourager la transition agro-écologique, apte à nourrir durablement la planète et à lutter contre le changement climatique.

La protection et la régénération des sols est une responsabilité morale de l'humanité vis à vis de la planète. Leur usage durable est un devoir vis-à-vis de nos enfants et des générations à venir.

Nous, agriculteurs, chercheurs, professeurs, entrepreneurs, décideurs politiques, représentants de la société civile, signataires de cet appel, appelons solennellement les autorités européennes et internationales à agir en faveur de la reconnaissance des sols vivants comme bien public mondial.

En particulier, l'Europe doit inscrire à son agenda, dans le cadre d'une politique en faveur de l'agriculture et de l'environnement, un projet concret et ambitieux pour protéger ses sols, ses terres et ses territoires. L'Union européenne doit porter cette ambition au moment des grandes conventions environnementales des Nations unies et dans toutes les enceintes internationales relatives aux ODD.

Appel approuvé et signé entre le 28 juin et le 3 juillet 2019 par :

Rattan Lal, Professeur des sciences du Sol, Directeur du Carbon Management and Sequestration Center, ancien président de l'Union Internationale des Sciences des sols, Lauréat 2019 de la Japan Prize Foundation, co-récipiendaire du prix Nobel de la Paix 2007 au titre du GIEC.

Initiative « 4 pour 1000 » : **Ibrahim Mayaki**, Président, **Stéphane Le Foll**, Vice-président et **Paul Luu**, Secrétaire exécutif,

Claire Chenu, Professeur des sciences du sol, Vice-présidente du Comité scientifique et technique de l'Initiative « 4 pour 1000 », Ambassadrice spéciale pour l'année internationale des sols en 2015

Jean-Luc Chotte, Directeur de recherche à l'IRD, , Expert scientifique au sein de l'interface Science-Politique de la convention des nations unies de lutte contre la désertification (UNCCD), Référént Scientifique de l'Initiative « 4 pour 1000 »

Michel Eddi, Président directeur général du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), Président de l'Iddri

Dr. Fabrice DeClerck PhD, Directeur sictifique, EAT/Stockholm Resilience Centre

Christian Huyghe, Directeur scientifique Agriculture, INRA

Mike Parish, Directeur Health Soils Autralia

Jean-Pierre Renaud, Président du Comite scientifique de Planet A®, Président du conseil d'administration de Supagro Montpellier, Directeur général Livelihoods venture,

François Mandin, Agriculteur, Président du réseau APAD

Jean-Philippe Quérard, Président, au nom du Mouvement « Pour une Agriculture du Vivant »

Benoist Apparu, Maire de Châlons-en Champagne, Ancien ministre

Henri Nallet, Ancien ministre, Président, Fondation Jean-Jaurès

Gilles Finchelstein, Directeur, Fondation Jean-Jaurès

Dominique Potier, Député de Meurthe-et-Moselle

Anne Laurence Petel, Députée des Bouches-du-Rhône

Xavier Iacovelli, Sénateur des Hauts-de-Seine

Pierre-Marie Aubert, Chercheur, coordinateur de l'initiative Agriculture européenne, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)

Benoît Grimonprez, Professeur d'Université, Institut de droit rural de Poitiers, Président de l'Association française de droit rural Centre-Ouest

Thomas Ribémont, Président d'honneur Action contre la Faim

Sébastien Couasnet, Président directeur général, Éléphant Vert

Carmen Munoz-Dormoy, Présidente de Planet A®, Présidente directrice générale de Citelum